

Cote du document: EB 2021/LOT/G.4
Date: 8 décembre 2021
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de don au titre du guichet mondial/régional en faveur de

Development Gateway pour les

Services consultatifs numériques à l'appui de l'accélération de la transformation rurale

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques

Thouraya Triki

Directrice

Division production durable, marchés et institutions

téléphone: +39 06 5459 2178

courriel: t.triki@ifad.org

Brenda Gunde

Spécialiste technique principale (monde),

technologies de l'information et des

communications au service du développement dans

l'agriculture

courriel: b.gunde@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe

Gouvernance institutionnelle et

relations avec les États membres

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don, telle qu'elle figure au paragraphe 18.

I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA en matière de dons

1. Les petits exploitants se heurtent à de multiples problèmes qui freinent leur productivité et entravent leur capacité à résister et à s'adapter. Ils doivent supporter des risques financiers plus importants en raison d'infrastructures médiocres, du manque de débouchés, de l'insuffisance des systèmes d'information locaux, de l'inefficacité des facteurs de production et du secteur tertiaire, ainsi que de la faiblesse des institutions et des cadres réglementaires. Ils sont également affectés de manière disproportionnée par les changements climatiques et les bouleversements démographiques dus à l'urbanisation et aux conflits, qui limitent leur aptitude à contribuer à la sécurité alimentaire mondiale ou à assurer leur propre résilience économique.
2. Les investissements intelligents dans la petite agriculture laissent entrevoir un formidable potentiel qui permettrait de régler ces problèmes, ce qui concourrait non seulement à garantir la sécurité alimentaire au niveau mondial, mais aussi à produire des résultats équitables en termes de développement économique. Dans le domaine de l'agriculture, les technologies de l'information et des communications (TIC) au service du développement peuvent améliorer les capacités productives des populations rurales pauvres, accroître les avantages qu'elles tirent de leur intégration aux marchés, élargir l'inclusion financière et renforcer la viabilité environnementale de leurs activités et leur résistance aux changements climatiques. La pandémie de COVID-19 a mis en avant la nécessité de faire une part plus grande au numérique. Il a été démontré que les services financiers numériques permettaient d'augmenter de 18% en moyenne le revenu des petits exploitants, et de 25 à 50% leur productivité¹. Les outils numériques ont également prouvé leur efficacité en contribuant à améliorer l'inclusion financière des producteurs, en particulier des femmes et autres groupes vulnérables privés d'accès aux services financiers (« non bancarisés »).
3. Bien que de nombreux gouvernements soient désireux de tester et de reproduire à grande échelle des solutions faisant appel à des TIC au service du développement, ils ne tirent pas pleinement profit de ces technologies pour soutenir les petits exploitants. Les institutions rurales ont également besoin d'outils et de capacités informatiques qui profitent aux petits exploitants – en particulier les femmes et les jeunes – afin de réduire la fracture numérique qui divise de plus en plus le monde rural et les zones urbaines. Malgré la pléthore de solutions qui reposent sur des TIC au service du développement, il est difficile de savoir comment choisir celles qui sont susceptibles de répondre aux problèmes rencontrés par les petits exploitants, y compris les femmes et les jeunes. Le présent don destiné à fournir des services consultatifs numériques à l'appui de l'accélération de la transformation rurale apportera un soutien spécifique en Afrique orientale et australe, en Afrique de l'Ouest et du Centre, ainsi qu'au Proche-Orient et en Afrique du Nord, l'objectif étant de promouvoir l'utilisation équitable et éthique des outils numériques dans le cadre des projets de développement agricole, et de renforcer les capacités des partenaires nationaux à gérer la transformation numérique de leur agriculture. Bien que l'accent soit mis sur les trois régions précitées, les enseignements tirés de la

¹ Base de données des indicateurs d'impact de l'Agence des États-Unis pour le développement international; analyse d'impact de la Fondation Bill & Melinda Gates.

mise en œuvre de cette initiative favoriseront l'extrapolation de ces solutions dans les régions Asie et Pacifique, et Amérique latine et Caraïbes.

4. Le présent don s'inscrit dans le droit fil de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12) (2022–2024), à l'occasion de laquelle le Fonds s'est engagé à intégrer dans son programme de travail les TIC au service du développement, l'agriculture numérique et des approches comportementales. Il respecte également les engagements transversaux pris par le FIDA – s'attaquer à la fracture numérique en privilégiant les femmes et les jeunes, et mettre en place des technologies de pointe et des solutions éprouvées sur le dernier kilomètre. Conformément au Plan d'action en faveur des jeunes ruraux pour la période 2019-2021, le projet que concerne le don facilitera l'adoption d'approches et d'outils numériques qui ciblent surtout les jeunes. L'objectif de la stratégie relative aux TIC au service du développement est de doter le FIDA d'un cadre lui permettant de tirer parti des TIC pour accroître son impact en matière de développement et améliorer la situation socioéconomique des populations rurales grâce à l'augmentation de la productivité agricole, de la participation aux marchés et de la résilience des ménages.
5. Le don est conforme à la Politique du FIDA en matière de dons (2015)² et respecte les Procédures relatives aux dons (2018)³ ainsi que la Politique ordinaire d'octroi de dons⁴. Il est également cohérent avec le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 et contribuera à la réalisation des buts, objectifs et effets directs institutionnels – en particulier ceux qui visent à renforcer les capacités de production des populations rurales, leur intégration au marché et la durabilité de leurs activités. À cette fin, la Stratégie relative aux TIC au service du développement est axée sur quatre domaines d'action: i) promouvoir l'adoption de solutions pouvant être reproduites à plus grande échelle; ii) renforcer les partenariats pertinents; iii) améliorer la gestion et le partage des savoirs; iv) œuvrer en interne à la sensibilisation aux TIC au service du développement, et au renforcement des capacités et du leadership dans ce domaine. De plus, le don permettra d'accélérer le déploiement des TIC au service du développement, en mettant l'accent sur l'accès aux marchés et les services financiers accessibles à tous.
6. Le bénéficiaire du don et organisme chef de file, Development Gateway, a été sélectionné à l'issue d'un appel à propositions compétitif qui a été mené à bien dans le respect du processus de sélection concurrentiel des bénéficiaires des dons du FIDA.

II. Projet proposé

7. La finalité du projet proposé est d'améliorer les conditions de vie des populations rurales pauvres, en particulier les femmes et les jeunes. L'objectif général est d'accroître les revenus des ménages composés de petits exploitants et de renforcer leur capacité d'adaptation en améliorant leur accès à l'information, aux marchés et aux services financiers. Pour y parvenir, les moyens suivants seront mis en œuvre: i) appui offert aux États membres du FIDA afin de les aider à évaluer et cartographier l'écosystème de façon à pouvoir définir des stratégies et plans de développement nationaux qui puissent intégrer des solutions numériques dans les nouveaux projets et les projets en cours; ii) renforcement des capacités et sensibilisation aux TIC au service du développement dans les États membres et les projets du FIDA; iii) amélioration de l'apprentissage et de la gestion des savoirs dans les États membres et les projets du FIDA grâce à un soutien déterminé par la demande pour mobiliser les connaissances et compétences.

² Voir <https://webapps.ifad.org/members/eb/114/docs/french/EB-2015-114-R-2-Rev-1.pdf>.

³ Voir

<https://xdesk.ifad.org/sites/gag/corpgrantsec/2015%20Templates/Grant%20Financing%20Procedures%202019.pdf>.

⁴ Voir le document <EB-2021-132-R-3.pdf>.

8. La prise en compte des priorités numériques dans les nouvelles stratégies et les nouveaux plans et programmes nationaux, ainsi que la reproduction à plus grande échelle des activités qui existent déjà, sont des éléments essentiels du présent don. Grâce à ce dernier, il sera possible de tirer parti de la méthode d'évaluation personnalisée (*Custom Assessment and Landscaping Methodology* ou CALM) de Development Gateway⁵ pour comprendre les écosystèmes numériques et les besoins des utilisateurs finaux. Tout au long du projet, les priorités en matière d'investissements numériques ciblés (renforcement des capacités d'analyse des pouvoirs publics, pilotage et déploiement progressif de plateformes de marketing électronique, recours à des techniques d'agriculture de précision et mise en place de solutions de paiements mobiles) seront associées à l'exploitation des TIC au service du développement afin d'optimiser l'efficacité des programmes de base du FIDA (notamment par la collecte mobile de données et le ciblage géographique à l'aide de données de télédétection).
9. Le projet prévoit de conseiller les États membres sur les questions d'évolutivité et les stratégies de sortie, de façon à garantir l'application durable des TIC au service du développement et à aider les équipes de pays à collaborer et participer activement, au niveau national, à l'identification des obstacles et des possibilités d'intégration de l'agriculture numérique.
10. Les groupes cibles directs comprennent les unités de gestion des projets soutenus par le FIDA et d'autres organisations internationales, le personnel des organismes d'exécution, tels que les ministères de l'agriculture et de l'environnement, ainsi que d'autres parties prenantes chargées d'appuyer ou de superviser les activités liées aux TIC au service du développement axées sur la production agricole et le développement rural. Le projet veillera à ce qu'au sein de ces institutions, nul - tant les femmes que les hommes, et en particulier les jeunes professionnels - ne soit exclu.
11. Une liste des projets en cours, des projets au stade de la conception et des stratégies nationales a été établie à partir des premières consultations qui ont eu lieu dans les trois régions visées et à la lumière des opérations en cours. Le rang de priorité affecté à ces projets a été établi en fonction du potentiel qu'ils offrent en termes d'acceptation accrue et de déploiement à grande échelle des solutions numériques, ainsi que des besoins des gouvernements, tels qu'ils ressortent des consultations régionales. L'objectif est de garantir une harmonisation stratégique en faisant en sorte que les TIC au service du développement trouvent place dans les stratégies et projets des différents pays, afin de pouvoir en tirer des enseignements pour mieux reproduire les programmes mis en œuvre. Le projet sera étendu à d'autres pays et projets selon l'évolution des besoins.

⁵ La méthode CALM est axée sur la responsabilité et l'optimisation des priorités en matière d'apprentissage pour les autorités nationales et les organismes d'aide au développement, ainsi que sur la compréhension des différents éléments (processus, parties prenantes et données) entrant dans ces décisions. Des informations complémentaires peuvent être obtenues sur le site <https://developmentgateway.org/casestudy/custom-assessment-landscaping-methodology-calm>.

Tableau 1
Thèmes et pays cibles

Type d'interventions	Afrique orientale et australe	Afrique de l'Ouest et du Centre	Proche-Orient et Afrique du Nord
Total des projets	22 pays ; 42 projets en cours	24 pays; 45 projets en cours	22 countries; 33 projets en cours
Projets en cours	Programme d'accès aux services financiers pour les marchés, les petits exploitants et les entreprises en milieu rural, Malawi Programme de transformation de l'agriculture par la diversification et l'entrepreneuriat, Malawi	Programme conjoint Sahel en réponse aux défis COVID 19, conflits et changements climatiques Aide intégrée aux jeunes exploitants agricoles et services numériques de financement rural, Rwanda et Nigéria Projet Agri Fin – Mise en place de services numériques visant à favoriser l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, Nigéria	Projet de développement rural des montagnes de l'Atlas, Maroc Projet de développement rural intégré en zones de montagne du pré-Rif de Taza, Maroc Projet d'appui à la croissance économique et à l'emploi en milieu rural, Jordanie Programme de développement rural des hautes terres, Turquie Transformation rurale: retenir les talents, République de Moldova
Nouveaux projets	Ouganda et un pays à déterminer	Mali et Niger; d'autres pays à déterminer en fonction des besoins	Bosnie-Herzégovine; Égypte; Kirghizistan; Liban; Maroc; Ouzbékistan; République de Moldova; Tadjikistan; Turquie; Yémen
Stratégies et plans de développement nationaux	Botswana; Eswatini; Malawi; Namibie	À déterminer en fonction des besoins	Turquie; d'autres pays à déterminer en fonction des besoins

12. Le projet viendra appuyer au moins neuf projets en cours et neuf nouveaux projets: il leur apportera un savoir-faire en matière d'intégration des technologies numériques dans les projets en cours et prendra appui sur l'écosystème des TIC au service du développement pour générer des ressources qui aideront les autorités nationales à imaginer et choisir des solutions viables.
13. Le projet permettra indirectement aux petits exploitants, notamment les femmes et les jeunes, de bénéficier de solutions numériques qui leur donneront un meilleur accès aux marchés et aux services financiers. Le don a pour objectif de soutenir des activités qui concerneront collectivement quelque 650 000 petits exploitants.
14. Grâce aux activités de renforcement des capacités, le projet s'adressera directement à près de 500 personnes; l'approche retenue à cet effet repose sur une formation de formateurs mêlant séances virtuelles et cours en présentiel, qui s'étalera sur une période de trois ans. La formation sera destinée au personnel des unités de gestion des projets, des partenaires d'exécution, des organisations paysannes et d'autres institutions rurales implantées dans les États membres choisis. Cette approche devrait permettre de multiplier par quatre le nombre de participants et de permettre ainsi à 2 000 personnes de plus d'avoir accès à la formation en utilisant les outils virtuels qui seront mis au point dans le cadre du projet. Celui-ci mettra en particulier l'accent sur la participation directe des femmes et des jeunes aux formations consacrées au renforcement des capacités et à l'acquisition de compétences numériques, par l'intermédiaire des institutions rurales.

III. Effets directs/produits escomptés

Les principaux résultats escomptés sont les suivants:

- Adoption et utilisation durables de solutions numériques pour un meilleur accès à l'information, aux marchés et aux services financiers
- Renforcement des capacités des institutions cibles à intégrer les solutions numériques dans leurs programmes pour un meilleur accès aux marchés et aux services financiers
- Approfondissement des connaissances et multiplication des données factuelles en vue d'accroître la viabilité des solutions numériques

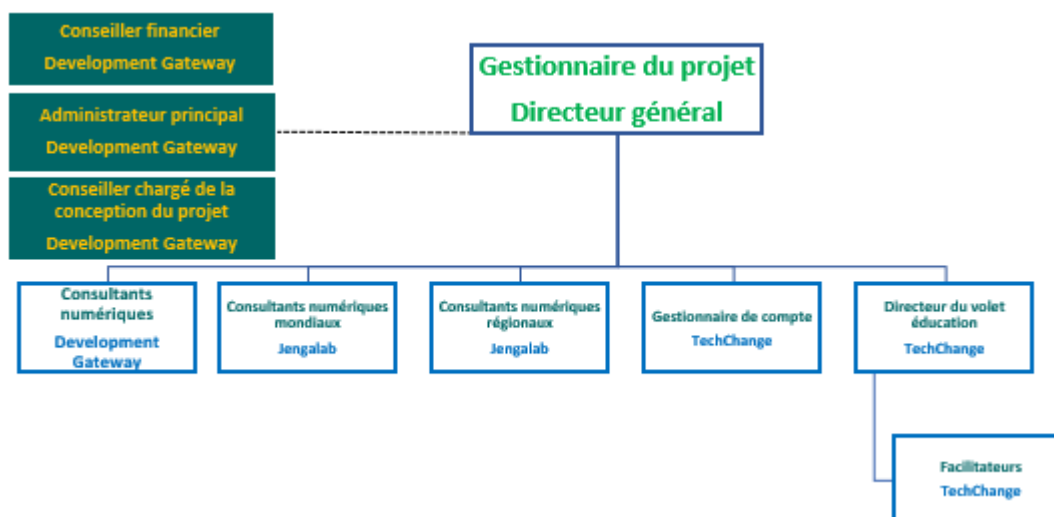
Produits clés:

- Adoption et déploiement d'approches informatiques nouvelles ou existantes dans le but d'améliorer l'accès aux marchés, de rendre les services financiers accessibles à tous et de transformer le monde rural
- Renforcement des capacités des parties prenantes du FIDA, y compris les équipes de projet et les partenaires publics, grâce à des formations personnalisées et à des possibilités d'apprentissage en ligne
- Participation accrue aux projets du FIDA des acteurs locaux intéressés par les innovations reposant sur les TIC au service du développement
- Évaluation et perfectionnement des capacités en matière de gestion des savoirs, notamment par des formations visant à répondre aux besoins éducatifs
- Recueil des meilleures pratiques des filières concernées et des enseignements tirés de l'expérience, et diffusion de ces informations par divers canaux, avec au moins deux événements par an à l'intention des parties prenantes ciblées
- Reproduction à grande échelle des interventions faisant appel à des TIC et des communications au service du développement dans le sillage d'initiatives pilotes réussies, grâce au partage des connaissances, au renforcement des capacités et à d'autres activités, dont la coopération Sud-Sud et triangulaire
- Conception et mise en ligne d'un microsite.

IV. Modalités d'exécution

15. Le bénéficiaire du don, Development Gateway, signera un accord de don avec le FIDA pour l'exécution du projet. Il sera le seul partenaire du FIDA, et assumera à ce titre toutes les responsabilités contractuelles et opérationnelles au sens défini dans l'accord de don. Le directeur de projet sera le principal interlocuteur du FIDA pour toutes les questions de coordination, de planification et de gestion du projet. Development Gateway conclura des accords subsidiaires avec ses partenaires commerciaux, après avoir convenu des aspects opérationnels avec le FIDA. L'équipe en charge des services consultatifs numériques à l'appui de l'accélération de la transformation rurale couvrira toutes les régions géographiques prioritaires et aura principalement trois langues de travail, à savoir l'anglais, le français et l'arabe.

Figure 1
Structure opérationnelle du projet



16. Les procédures relatives à l'information financière et à l'audit sont conformes aux procédures habituelles.

V. Coût et financement indicatifs du projet

17. Le coût total du projet est de 2 209 000 dollars des États-Unis (USD); la contribution du FIDA sera de 1 997 000 USD, tandis que Development Gateway fournira 212 000 USD sous la forme de contributions en nature. On trouvera ci-après un tableau présentant une ventilation détaillée du budget par composante et par source de financement.

Tableau 2
Coût par composante et par source de financement
(En USD)

Composante	FIDA	Contributions en nature	Total
1. Évaluation et cartographie de l'écosystème aux fins de l'élaboration de stratégies et de plans de développement nationaux	1 062 000	113 000	1 175 000
2. Renforcement des capacités et sensibilisation	603 000	44 000	647 000
3. Gestion des savoirs et enseignements	184 000	39 000	223 000
4. Coûts indirects	148 000	16 000	164 000
Total	1 997 000	212 000	2 209 000

Tableau 3
Coût par catégorie de dépenses et par source de financement
(En USD)

Composante	FIDA	Contributions en nature	Total
1. Salaires, traitements et indemnités	289 000	83 000	372 000
2. Dons subsidiaires	910 000	40 000	950 000
3. Frais de consultants	344 000	-	344 000
4. Frais de voyage et indemnités	132 000	29 000	161 000
5. Dépenses liées à l'organisation de l'atelier	30 000	-	30 000
6. Biens, services et intrants	12 000	44 000	56 000
7. Gestion du projet (y compris les coûts indirects)	280 000	16 000	296 000
Total	1 997 000	212 000	2 209 000

VI. Recommandation

18. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie les services consultatifs numériques à l'appui de l'accélération de la transformation rurale, accordera un don d'un montant d'un million neuf cent quatre-vingt-dix-sept mille dollars des États-Unis (1 997 000 USD) à Development Gateway, dans le cadre d'un projet d'une durée de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Targets	Means of verification	Assumptions
Goal	Improved living standards of poor rural people, especially women and youth	Number of smallholder farmers reached with improved income and resilience	Increased income and asset distribution	<ul style="list-style-type: none"> - Baseline surveys - End line survey - End of project report - Technology admin data (number of users, types of users, benefits/information access) 	Enough beneficiaries interested and eligible to receive services promoted or supported by the grant
Objective	Improved income of smallholder families through improved access to markets and inclusive financial services	Number of smallholder farmers reached with improved access to markets and inclusive financial services	Indirectly, the grant will reach ~650,000 number of smallholder farmers, of whom at least 30% are (women and youth), through its direct support to projects that reach those smallholders	<ul style="list-style-type: none"> - Project mid-term review - Annual progress reports, workplans - Completion survey 	<p>High commitment and sense of ownership from relevant rural institutions, as well as individual officers, particularly, those in strategic positions, to engage in the process.</p> <p>International development partners are supportive and acknowledge the progress and updates.</p>

<p>Component 1: Outputs and Outcomes</p>	<p>1. Outcome. Sustainable adoption and use of digital solutions for Increased access to markets and inclusive financial services</p> <p>Outputs:</p> <p>1.1 New or existing IT applications/approaches adapted and rolled out targeting market access, inclusive financial services, rural transformation</p>	<p>1. (Number) Percentage of stakeholders reporting adoption of new/improved digital support packages</p> <p>1. 1 Number of solutions/approaches adapted and rolled out that can be used to targeting market access, inclusive financial services, rural transformation. Examples could include tools that register eligible farmers, seek approval for input support, and access digital payment systems.</p>	<p>160,000 persons in rural areas accessing financial services of whom at least 30% are (women and youth)</p> <p>50% of all projects supported report sustainable adoption of digital solutions</p> <p>Support 9 Country Strategies, 9 new designs, 9 ongoing projects</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Project M&E records - Annual workplans - Quarterly Reports 	<p>Commitment and participation of target group and effective collaboration with strategic partners.</p>
<p>Key Activities by Component 1</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Perform country diagnostic assessments identifying most promising opportunities for digitization 2. Macro assessments of digital capacities and strategies for country programmes in alignment with the key strategic objectives of the new COSOPs/CSNs 3. Review and advise country strategy documents and project design documents 4. Consultations with government counterparts, CSOs, donors, IFIs, and agriculture organizations 5. Support the development of ICT4D M&E and impact assessment frameworks across countries and programs 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Number of country diagnostics developed 2. Number of macro assessments of digital capacities and strategies conducted 3. Number of country strategy documents/project design reviewed and supported 4. Number of consultations with government counterparts, relevant civil society and donor organizations, other agriculture, and smallholder farmer organizations, and IFIs, RBAs. 5. Number of ICT4D M&E and impact assessments frameworks across countries and programs supported 6. Number of agencies and PMU receiving 		<ul style="list-style-type: none"> - Project M&E records - Annual progress – reports workplans - Quarterly Reporting 	<p>Target Countries as well as government counterparts, CSOs, donors, IFIs, and agriculture organizations have time and buy-in to support DAS assessments and activities.</p>

	6. Provide on-demand expertise to support implementing agencies and PMUs for piloting and scaling up ICT4D related innovations/activities	on-demand expertise			
Component 2: Outputs and Outcomes	<p>1. Outcome. Strengthened capacities of target institutions to integrate digital solutions in their programmes for improved access to markets and inclusive financial services</p> <p>Outputs:</p> <p>1.1 Capacity building of IFAD stakeholders including project teams, relevant government partners etc. are built through customised training/e-learning opportunities.</p> <p>1.2 Increased engagement of IFAD programs with local innovators in ICT4D</p>	<p>1. % of stakeholder report increased capabilities to identify and implement digital solutions integrated with IFAD supported programmes</p> <p>2. % of stakeholders report increased Digital Capabilities solutions in targeted regions to integrate digital agriculture into Country Strategies and Programme designs</p> <p>1.1 Number of ICT4D capacity & learning needs assessments (gap analysis) conducted (Target :)</p> <p>Number of ICT4D remote training sessions organized</p> <p>1.2. Number of persons provided with remote training in ICT4D practices/ technologies on production or in other income-generating activities - Percentage of users with comprehension of digital advisory content</p>	<p>50% of participants have increased capacities</p> <p>18 trainings sessions</p> <p>500 direct participants</p> <p>>80% participants report effective engagement</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Project M&E records - Annual progress reports workplans - post training surveys - Quarterly reporting 	<p>There are sufficient budget and procurement mechanisms within IFAD to integrate digital components in-country strategies and programmatic approaches.</p> <p>There is significant buy-in among IFAD senior leadership to integrate ICT4D into their country and program strategies.</p> <p>There is a healthy, competitive market of innovative partners and suppliers in each targeted locality.</p>

<p>Key Activities by Component 2</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Review and build evidence on what ICT4D interventions are working 2. Provide 6+ trainings per year, reaching approximately 180 individuals annually 3. Interactive trainings, workshops to: PMUs, relevant implementation agencies (targeting at least 15-18) 4. Facilitate and coordinate partnerships with local experts 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Stock take of what ICT4D interventions are working 2. Approach plan developed 3. Number of trainings provided, and individuals trained 4. Number of interactive training workshops delivered, with clear tracking of target PMU/projects 5. Number of programs receiving technical advice 6. Number of country program strategies supported 7. Number of project designs supported 		<ul style="list-style-type: none"> - Project M&E records - Annual workplans - Quarterly reporting - post training surveys - Other methods to TBD 	<p>Commitment and participation of target group and effective collaboration with strategic partners</p>
<p>Component 3: Outputs and Outcomes</p>	<p>Outcomes</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Enhanced knowledge and evidence base for effective uptake of digital solutions <p>Outputs.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1.1 KM capacity assessment developed, including relevant training to address the learning needs 1.2 Relevant knowledge products building on industry best practices and lessons learned from the field are captured and disseminated through various channels, including at least 2 dissemination events organized per year focusing on relevant stakeholders. 1.2 Key results from pilots and scaled-up implementation of ICT4D interventions are effectively captured and integrated through knowledge, capacity building and implementation activities, including through SSTC. 2.1 Design and launch microsite 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Number of participants adopting improved KM approaches and practices in their function 2. Frequency of use of knowledge products 3. Number of innovation platforms, learning alliances, CoPs or other multi-stakeholder platforms established (target = 3) <p>Outputs:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Number of KM capacity & learning needs assessments (gap analysis) conducted 2. Approach plan developed 3. Number of KM training courses organized (satisfaction/effectiveness rate) 4. Number of events rolled-out at country level 5. Number of knowledge products generated (target = minimum of Online interoperable repository/microsite and portal established) 	<p>60% of participants adopt improved approaches</p> <p>600 downloads per year and 3,000 visits per year</p> <p>at least 5 pre-selected institutions per country included in the assessments</p> <p>at least 8 KM trainings; at least 160 participants; >=80% satisfaction</p> <p>At least 30 KPs produced and disseminated to 5,000 people</p> <p>6 dissemination events</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Citations of IFAD knowledge products - Project M&E records - Annual workplans - Project KM assessments (method: systems analysis disaggregated by sub-theme, and country/region) - Project reports and evaluations - Online tracking tools - Survey on adaptation patterns/behavioural changes among target groups 	<p>Availability and dissemination of KPs, together with trainings and other activities, will lead to uptake and adoption of KPs</p> <p>DAS team will be able to determine the most relevant KPs to meet IFAD needs, through preliminary discussions at the start of the grant and ongoing engagement with IFAD country teams and ICT4D Team.</p>

<p>Key Activities by Sub-component</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Develop KPs on: business models, ICT4D design & implementation guidelines, solution references 2. Development of a microsite where KPs and other digital content can be posted and freely accessed 3. Organize knowledge product dissemination events 4. Develop of M&E framework to monitor the implementation of DAS advisory services, in alignment with existing COSOP/CSN project results frameworks where applicable 	<ol style="list-style-type: none"> 1. number of KPs developed disaggregated by topic 2. number of visits to microsite per year 3. Number of dissemination events organized. <ol style="list-style-type: none"> 3.1 Number of participants at dissemination events 4. Develop M&E framework and plan 		<ul style="list-style-type: none"> - Project M&E records - Annual progress reports and workplans - Event registration trackers - Availability of microsite - Google Analytics on the microsite - Quarterly reports 	
-----------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--